

N°737  
DU 7 AU 13 JUIN 2014

1,5€

10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Sarah Proust  
• CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION  
Florence Bonetti

• RÉDACTRICE EN CHEF Sarah Nafti  
• RÉDACTEURS Stéphane Deschamps •  
Timothée Meuret  
• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)  
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)  
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :  
0114P11223  
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité  
par Solfé Communications,  
tiré à 29 000 exemplaires

## Célébration du Débarquement : la France reconnaissante



Le 6 juin, de nombreuses commémorations se sont déroulées en Normandie pour célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement des Alliés. « *Nous avons une pensée chargée d'intense émotion et de reconnaissance infinie pour tous ces soldats qui, heure par heure, centimètre par centimètre, malgré la peur et la fureur, ont mis en échec la barbarie et tracé avec leur sang le sillon de la libération. Nous ne les oublierons jamais* », a ainsi affirmé Jean-Christophe Cambadélis.

# RÉFORME TERRITORIALE

18 super-régions de taille européenne



Le Président de la République a proposé de ramener de 26 à 18 le nombre de régions « de taille européenne et capables de bâtir des stratégies territoriales ». Il a également annoncé le report des élections pour ces futures grandes régions à l'automne 2015.

Dans une tribune publiée dans les colonnes de la presse quotidienne régionale, le chef de l'Etat a justifié les grands axes de sa réforme. « Depuis deux siècles, la République a cherché à concilier l'unité de l'Etat, avec l'exercice le plus libre possible de la démocratie locale, a affirmé François Hollande. Le temps est venu de simplifier et clarifier pour que chacun sache qui décide, qui finance et à partir de quelles ressources. »

## UNE RÉFORME QUI « VA FORCÉMENT ÉVOLUER »

Pour François Hollande, les régions actuelles sont « à l'étroit dans des espaces hérités de découpages administratifs remontant au milieu des années 1960 » et dont les ressources sont inadaptées à leurs compétences. Ainsi, pour remplir leur rôle, les nouvelles régions « disposeront de moyens financiers propres et dynamiques. Elles seront gérées par des assemblées de taille raisonnable. Ce qui veut dire moins d'élus ».

Bientôt, ce sera aux parlementaires d'apporter leur pierre à l'édifice. Cette

réforme « va forcément évoluer. (...) Il va y avoir débat, et je suis attaché, comme le Président de la République, au rôle du Parlement », a indiqué Manuel Valls. « L'essentiel est d'avoir des régions plus fortes sur le plan économique mais avec des moyens supplémentaires », tout en gardant à l'esprit « l'unité du pays, la cohésion de la Nation ».

Deux projets de loi seront présentés en Conseil des ministres le 18 juin : l'un qui fixera la nouvelle carte régionale et le mode de scrutin ; l'autre qui portera sur les compétences des collectivités. La suppression des conseils généraux interviendra à l'horizon 2020, de façon progressive, et après une révision de la Constitution.

## Les régions qui fusionnent

- Auvergne et Rhône-Alpes
- Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon
- Poitou-Charentes, Centre et Limousin
- Basse et Haute Normandie
- Picardie et Champagne-Ardenne
- Bourgogne et Franche-Comté
- Alsace et Lorraine



**JEAN-FRANÇOIS MACAIRE**  
président de la région  
Poitou-Charentes



« Les élus régionaux avaient dans leur majorité souhaité que le territoire de la région ne soit pas démantelé, c'est un point fort que nous avons souligné. »

**JEAN-PAUL HUCHON**  
président de la région  
Île-de-France



« Le Président de la République et le gouvernement portent avec cette réforme territoriale une vision ambitieuse pour notre pays et son avenir. »

**FRANÇOIS BONNEAU**  
président de la région Centre



« Nous avons engagé une coopération universitaire très importante, c'est donc quelque chose qui s'inscrit dans la continuité. »

**ANDRÉ VALLINI**  
secrétaire d'Etat  
à la Réforme territoriale



« A moyen terme, en faisant des économies d'échelle, en supprimant les chevauchements de compétences, les doublons, on peut arriver à une dizaine de milliards d'euros d'économies. »

**JACQUES AUXIETTE**  
président de la région  
Pays de la Loire



« Je me félicite que l'unité des Pays de la Loire ait été préservée. Après de multiples tergiversations, c'est finalement une solution raisonnable qui a été retenue. »

**JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS**  
Premier secrétaire du PS



« Si cette réforme territoriale est nécessaire et utile, elle demeure encore perfectible. C'est dans cet esprit que le Parti socialiste soutiendra la réussite de la réforme sans céder en aucune manière aux conservatismes. »

# RÉFORME PÉNALE

## Une loi pour renforcer l'efficacité de la sanction pénale



Le 10 juin, les députés ont adopté le projet de réforme pénale portée par Christiane Taubira, et rapportée à l'Assemblée par Dominique Raimbourg. Toute la gauche s'est ralliée derrière ce texte que les députés de l'opposition ont taxé de « laxiste ». Mais « dire que nous souhaitons vider les prisons » n'a « aucun sens » a répondu Manuel Valls lors de la séance de questions au Gouvernement.

De 2002 à 2012, la politique pénale a été modifiée sans cohérence et sans efficacité, le taux de récidive a plus que doublé en dix ans.

Avec la réforme pénale, le gouvernement veut porter son action sur l'efficacité de la sanction, élément essentiel dans la lutte contre la récidive.

C'est l'objectif de la création de la contrainte pénale, qui assortie d'obligations, s'appliquera pour les plus petits délits. Cette sanction pénale permettra de mieux punir les délinquants légers en évitant l'incarcération de courte durée, par des mesures en rapport avec l'infraction commise. Le choix du recours à la contrainte pénale ou à la prison sera laissé à l'appréciation du juge.

### UN EXAMEN AUX DEUX TIERS DE PEINE

Le texte prévoit aussi de limiter les sorties « sèches » (c'est-à-dire les sorties de prison sans accompagnement) qui entraînent les taux de récidive les plus importants. Environ 60 % des détenus

sont réincarcérés dans les cinq ans qui suivent leur sortie. Sans logement, sans emploi, sans résolution des addictions, sans formation, la réinsertion est vouée à l'échec. C'est pourquoi la réforme pénale prévoit notamment l'examen, aux deux tiers de peine, de la situation des personnes condamnées à des peines de moins de cinq ans. Cet examen permettra au juge d'autoriser quand cela est possible une fin de peine en milieu ouvert, assortie d'obligations et d'un suivi pour faciliter leur réinsertion.

Enfin, comme François Hollande s'y était engagé, le projet de loi supprime les peines planchers mises en place sous Nicolas Sarkozy. Contraires au principe de l'individualisation des peines, celles-ci remplissaient les prisons sans éviter la récidive, en limitant la capacité du juge à adapter la sanction.

### 6 500 PLACES DE PRISON SUPPLÉMENTAIRES

Le gouvernement a engagé les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif de réduction de la récidive avec des créations de postes et la construction de 6 500 places de prison supplémentaires.

Le Parti socialiste, réuni en Bureau national mardi 3 juin, a apporté son soutien à cette « approche renouvelée qui se fixe comme objectif la réduction de la récidive et donc la protection de nos concitoyens ».

Avec le soutien des Verts et du Front de gauche à l'Assemblée, la nouvelle loi pénale présentée par le Gouvernement rassemble autour de son objectif d'efficacité et l'attention portée aux difficultés de réinsertion. Alors que la Droite essaye d'effrayer les Français en prétendant que les socialistes veulent relâcher des criminels, la Gauche privilégie l'efficacité avec des peines adaptées, garantes d'une meilleure sécurité.

### Pas de justice à deux vitesses

Dans un communiqué daté du 4 juin, Carlos Da Silva, porte-parole du PS, a dénoncé la tentative de l'UMP « d'instaurer une justice à deux vitesses ». Un amendement était proposé par la droite, stipulant que « seuls les crimes qui portent atteinte à des personnes physiques sont passibles d'une peine de prison », évitant ainsi la prison à tous les criminels en « cols blancs », condamnés notamment pour des crimes financiers. « Le Parti socialiste condamne [...] l'idée que la justice républicaine ne s'appliquerait pas à toutes et tous de la même manière », a affirmé Carlos Da Silva.



## BUDGET RECTIFICATIF

# Le PS propose des réductions fiscales et des baisses de cotisation par étapes

Dans le cadre du débat parlementaire du Projet de loi de finances rectificative (PLFR) et du Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative (PLFSSR), le Parti socialiste a écrit une lettre au Premier ministre où il propose des réductions fiscales et des baisses de cotisation par étapes pour les entreprises.

« Ces deux textes financiers seront la traduction des mesures d'assainissement et d'investissement nécessaires au rétablissement des comptes publics de notre pays et à la croissance », avant l'examen de ces deux textes par le Parlement et qui doivent « s'inscrire dans la cohérence des engagements qui lient la majorité parlementaire depuis le début du quinquennat », indique Jean-Christophe Cambadélis dans une lettre adressée au ministre des Finances, Michel Sapin.

## PLUS DE JUSTICE POUR LES PLUS MODESTES ET LES PLUS FRAGILES

« En effet, poursuit le Premier secrétaire du PS, si les mesures pour 2015

et leur anticipation dès 2014 doivent être engagées sans tarder pour soutenir l'activité et l'emploi, le suivi par les organisations syndicales et le Parlement des contreparties dans les branches professionnelles devra éclairer le déploiement pour 2016 et 2017 : formation, apprentissage, investissements, conditions de travail, maintien et création d'emplois, relocalisation d'activités en France sont les objectifs. »

Parmi les propositions, celle « d'orienter prioritairement vers les PME et les ETI (Entreprises de taille intermédiaire) les réductions d'impôts et de cotisations destinées aux entreprises et contenues dans les textes budgétaires rectificatifs », une priorité qui doit « prévaloir pour la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) dont la suppression progressive est prévue d'ici 2017 ».

Dans le cadre de l'« attention particulière » qui doit être portée « aux plus modestes et aux plus fragiles », Jean-Christophe Cambadélis considère également qu'« il est souhaitable que les pensions d'invalidité, ainsi que les rentes accident du travail et maladie professionnelle soient aussi préservées ».

## « SOUTENIR L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES »

Il estime de même qu'« un effort pourrait être utilement réalisé en direction des métiers de l'économie verte et de la transition énergétique », pour favoriser notamment l'emploi des jeunes. Enfin, pour « soutenir l'investissement des collectivités locales, relancer la construction et combattre les inégalités tant sociales que territoriales, le Parti socialiste souhaite que soit intégré un critère de mises en chantier du logement social dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement des communes ».

Le budget rectificatif pour 2014 sera discuté à l'Assemblée nationale du 23 au 25 juin. Il sera complété par un budget rectificatif de la Sécurité sociale, qui devrait être débattu fin juin-début juillet à l'Assemblée.

## BUDGET DE LA DÉFENSE

# L'Élysée maintient ses engagements



L'Élysée a rendu son arbitrage le 2 juin et le Président de la République a « réaffirmé les engagements financiers de la loi de programmation militaire ». Il n'y aura donc pas de nouvelles coupes dans le budget du ministère de la Défense. La Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 alloue 190 milliards d'euros de crédits à la défense pour les trois ans à venir, soit une enveloppe annuelle de 31,4 milliards. Celle-ci prévoit également la suppression de

34 500 postes dans les armées en six ans, qui viennent s'ajouter aux 45 000 déjà supprimés depuis 2008, au cours de la précédente LPM.

En revanche, le chef de l'État a demandé au gouvernement de « faire des propositions pour améliorer la gestion des matériels et projets ». Les ministres des Finances et de la Défense, Michel Sapin et Jean-Yves Le Drian, doivent faire des propositions en ce sens d'ici à la fin du mois.

# Les socialistes de l'étranger font entendre leur voix

Plus d'un million de nos compatriotes inscrits sur les listes électorales des consulats et des ambassades ont élu les 24 et 25 mai leurs représentants locaux. Des conseillers consulaires qui siègeront dans des conseils de proximité, auprès des ambassadeurs pour exprimer un avis notamment sur l'éducation, les aides sociales, et sur l'emploi.

Les élections des conseillers consulaires sont les premières du genre, depuis la réforme mise en place par Hélène Conway, ancienne ministre déléguée. En nombre de conseillers consulaires, la Gauche se situe autour de 38 %, un score supérieur de trois points à celui enregistré lors des élections locales à l'étranger en 2006. La victoire est modeste, certes,

quand la Droite reste majoritaire et que le taux de participation à ces élections demeure très faible. Mais elle est réelle dans une période difficile.

## NAUFRAGE DU FRONT NATIONAL

Face au Front national qui n'enregistre seulement que l'élection de deux conseillers consulaires (en Thaïlande et en Espagne), la victoire est totale quand la gauche rassemblée (PS, EELV, PRG, Divers gauche et FDG) affiche plus de 170 élus sur les cinq continents, soit 15 % de plus que le résultat obtenu par les mêmes partis, lors des dernières élections à l'AFE, en 2009.

## Repères

**2 300**

Le nombre d'adhérents au PS

**84**

Le nombre de sections réparties dans 50 pays

**6**

La durée en années du mandat d'un conseiller consulaire

**442**

Le nombre de conseillers consulaires

## PORTRAIT

### À Shanghai, Laure Pallez a renversé la tendance



Implantée en Asie depuis de nombreuses années et issue d'une famille biculturelle, Laure Pallez a mené sa liste « Français de Shanghai – citoyens solidaires » à la victoire.

« La situation des Français et Françaises de l'étranger me tient tout particulièrement à cœur. Ma situation me permet de comprendre les difficultés de nos compatriotes tant en matière d'éducation que dans le domaine socio-économique », indique cette mère de famille, qui aussi cadre dans un groupe très important.

L'équipe de Shanghai s'est construite autour de la section PS locale et de l'ADFE (Association démocratique des Français de l'étranger). « Si mon cœur a toujours été à gauche, c'est ma rencontre avec la sénatrice Claudine Lepage qui m'a décidée à me lancer sur cette terre de mission », poursuit-elle.

### « LE PLUS DUR RESTE À FAIRE »

« Grâce à une formidable énergie et à une équipe de communication de choc que je n'oublierai jamais, nous sommes parvenus à monter une liste

d'union et l'aventure a commencé », se souvient-elle. En compagnie de Julien Minet, numéro 2 de la liste, qui avait créé la section PS il y a 10 ans, les réunions se succèdent jusqu'à la rencontre avec le sénateur Jean-Yves Leconte, représentant des Français établis hors de France. « L'enthousiasme nous a vite gagné ! »

« Aujourd'hui, plus d'un tiers des membres de notre communauté réside durablement à Shanghai, un quart de nos ressortissants sont des couples binationaux et les contrats locaux sont des plus fréquents. Notre programme tient compte de ces réalités alors que la droite s'est souvent contentée de soutenir le député Mariani ou encore d'organiser des soirées Bingo juste avant les élections. Nous avons suivi notre droite ligne, éthique et progressiste en travaillant vraiment le fonds des problèmes et avons remporté un siège dont je suis très fière. » Désormais, comme elle le rappelle, « le plus dur et le plus excitant est devant nous. »

## ANNIVERSAIRE

# Pierre Mauroy ou « *le socialisme en action* »



« *Nous sommes les défricheurs de l'avenir* », disait Pierre Mauroy en 1981. L'héritage socialiste de l'ancien Premier ministre et Premier secrétaire du Parti socialiste est intact, encore un an après sa mort. « *Entré au socialisme comme on entre en religion* », Pierre Mauroy a œuvré durant toute sa vie pour le Parti et la France.

Avec François Mitterrand, il avait travaillé sans relâche à l'union de la Gauche, couronnée de succès en 1981. D'ailleurs, François Hollande lui avait rendu hommage en 2013 : « *C'était un homme de fidélité, fidélité à ses origines ouvrières, à sa région, à une cause, le socialisme, et à l'unité de la gauche.* »

Ses origines, on les trouve dans le Nord, dans une famille socialiste. « *Je*

*suis issu d'une longue lignée de bûche-rons journaliers, accidentellement mineurs* », aimait-il rappeler. Marqué par ces origines, et les figures socialistes qui ont accompagné son éducation, il fonde en 1951 la Fédération nationale des clubs Léo Lagrange, mouvement d'éducation populaire et de loisirs.

## UN HOMME DE CONVICTION

Maire de Lille entre 1973 et 2001, il a rendu les Lillois fiers de leur ville. Martine Aubry, qui lui a succédé, déclara au moment de sa mort : « *Il était et restera un géant.* » Et un géant il fût. Très attaché à la social-démocratie, il lutta contre « *la démagogie virulente, le verbalisme gauchiste et le terrorisme du dogme* ».

Martine Aubry et Jean-Christophe Cambadélis ont rendu hommage à celui qui les a précédés à la tête du Parti socialiste, mardi 10 juin, à l'occasion du premier anniversaire de son décès. Ensemble, ils ont inauguré une exposition photographique (visible jusqu'au 11 juillet) dans la grande galerie de l'hôtel de ville de Lille, « *Pierre Mauroy, l'empreinte d'un géant* ».

Jean-Christophe Cambadélis a rendu hommage à un « *homme de conviction* », qui « *incarna le socialisme en action* », rappelant notamment l'abolition de la peine de mort en 1981, la cinquième semaine de congés payés, la semaine de 39 heures en 1982 et la retraite à 60 ans.

## Michel Kilo, leader de l'opposition syrienne, reçu à Solférino



Michel Kilo, leader de l'Union des démocrates chrétiens en Syrie, était l'invité du Parti socialiste, le 3 juin, jour d'élection présidentielle dans son pays. Fortement contesté, ce scrutin a été décrit comme « *une mascarade d'élection* ». Michel Kilo a été reçu par le Premier secrétaire du Parti socia-

liste, Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Marc Germain, secrétaire national à l'International. « *Le mouvement socialiste a fait beaucoup pour la démocratie dans le monde* », a souligné Michel Kilo, avant de remercier François Hollande, « *pour sa position très active dans la cause syrienne* ».



## LES ENTRETIENS DE SOLFÉRINO

# L'Italie de Matteo Renzi au cœur des entretiens



Jeudi 12 juin, le Parti socialiste organisait les Entretiens de Solférino, consacrée aux leçons à tirer des élections européennes, en s'appuyant sur le cas italien. Ce débat était animé par Henri Weber, Directeur en charge des études européennes, d'Alain Bergounioux, Directeur des études en charge des études politiques et de Marc Lazar, historien et spécialiste de l'extrême gauche et de la vie politique italienne.

Il a ainsi expliqué que la personnalité et le vrai leadership de Matteo Renzi avait beaucoup compté. Par ailleurs, ce dernier a mené une campagne très personnalisée, au cours de laquelle il s'est opposé à « l'Europe de l'austérité, l'Europe de la bureaucratie », tout en restant très pro-européen.

Marc Lazar a mis en lumière la façon dont Matteo Renzi est parvenu à se présenter comme un homme neuf en politique.

Il y a, à travers lui, une aspiration énorme au changement de ce pays. Matteo Renzi incarne selon lui la fierté

nationale des Italiens, mais l'historien a mis en garde contre cette « *Renzi mania* ».

Enfin, l'historien est revenu sur les différences entre le Parti démocrate italien et le Parti socialiste français. En affirmant notamment que suite au « *suicide politique des communistes* » en Italie, et à la victoire de Silvio Berlusconi, la gauche italienne a choisi de se rallier au centre. C'est ce qui explique les débats entre le centre-gauche italien et la gauche française.

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES EN FRANCE

Henri Weber a regretté que la campagne française n'ait pas été plus européanisée, « *ce n'est pas faute d'avoir essayé* ». Il a martelé : « *Nous avons très tôt désigné nos têtes de liste, mis en ligne nos argumentaires, accueilli Martin Schulz à nos meetings, sur les plateaux télé !* »

Il a également insisté sur le « *sentiment*

*des électeurs que les politiques sont devenus impuissants* ». C'est pour cette raison que toute personne qui prend le contrepied est « *une figure qui attire* ». Il a conclu : « *L'euroscépticisme existe et est constamment exacerbé par le rôle de bouc-émissaire que joue l'Union européenne* »

**« LA POLITIQUE QUE JE VOUS PROPOSE EST DIFFICILE MAIS NOUS DEVONS AFFRONTER CES DIFFICULTÉS »**

Alain Bergounioux a rappelé qu'aucune réponse n'est manichéenne pour les socialistes et démocrates. Selon lui, « *si l'Europe n'est pas comprise, c'est que l'on s'est arrêté en chemin.* »

Enfin, il a rappelé l'un des discours de Jean Jaurès face à ses camarades en 1906 : « *La politique que je vous propose est difficile mais nous devons affronter ces difficultés.* »

## Jean Jaurès raconté par sa femme



Pierrette Dupoyet a plus d'une corde à son arc. Auteure et metteuse en scène, cette comédienne a joué les plus grands personnages de notre époque : ceux de *La Comédie humaine* de Balzac, *L'Étranger* de Camus et interprété Joséphine Baker

et Sarah Bernhardt. L'an dernier, au festival d'Avignon, elle a monté une pièce intitulée « *Jaurès, assassiné deux fois !* » car elle s'intéresse « *aux grandes destinées* », à ceux qui « *ont œuvré au progrès de l'Humanité* ».

A ses yeux, « *Jaurès n'a eu de cesse d'améliorer le quotidien de ses concitoyens et avait une haute idée de la politique* ».

A l'occasion de l'année du centenaire de la mort de Jean Jaurès, le siège du Parti socialiste a accueilli cette

actrice atypique, le 5 juin, pour une représentation exceptionnelle. Elle partira ensuite en tournée sur les routes de province\*. Elle raconte ce grand tribun avec une tendresse particulière, en prenant les traits de sa femme, Louise. Cent ans après la mort de ce grand personnage de la République française, « *sa parole résonne encore car elle était pétrie d'humanisme et de bonté* », dit-elle.

\* Pour connaître les dates de la tournée, rendez-vous sur : [http://www.pierrette-dupoyet.com/calendrier\\_2014.php](http://www.pierrette-dupoyet.com/calendrier_2014.php)



# BULLETIN D'INSCRIPTION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE

29 | 30 | 31 AOÛT 2014

**Espace Encan – Quai Louis-Prunier**

**Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 29 août à 11 h**

Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)

• Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :

Samedi midi - buffet : 8€

Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€

Samedi midi et samedi soir : 25€

Total :     €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal  Ville

Adresse mail

Tél./Portable

Fédération

Vous êtes  Sympathisant-e  Adhérent-e  Secrétaire de section

Premier-e secrétaire fédéral-e  Secrétaire national-e

J'accepte les conditions générales de vente (disponibles sur le site internet [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr))

Bulletin d'inscription à retourner avant le 15 août 2014 accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2014 » 10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 01 45 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : [parti-socialiste.fr/universite-dete](http://parti-socialiste.fr/universite-dete)